



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
BUREAU des PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DAGE - BPUP - SIC - LL - N°2014 -

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Commune de HESDIN L'ABBE

S.A.S ECOVER

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 2007 ayant autorisé la S.A.S ECOVER à exploiter une unité de fabrication de produits de nettoyage écologique située Z.A.C de Landacres - Lot n° 9 sur la commune de HESDIN L'ABBE (62360) ;

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 2 juin 2014 ;

VU la lettre de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 2 juin 2014 informant M. le Directeur de la S.A.S ECOVER de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT que l'Inspection de l'Environnement a constaté le non respect des dispositions de l'article 7.7.6 (Plan d'Intervention Interne) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 avril 2007 susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas établi à ce jour de Plan d'Intervention Interne (P.I.I.) ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre en demeure la S.A.S ECOVER à HESDIN L'ABBE de respecter les dispositions de l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 avril 2007 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}: OBJET

La S.A.S ECOVER dont le siège social est situé Z.A.C de Landacres – Lot n° 9 - 62360 HESDIN L'ABBE, est mise en demeure, pour ses activités situées à la même adresse, dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 7.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 avril 2007.

Dispositions de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation du 3 avril 2007	Délais
<p>Article 7.7.6 :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>...</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir, <u>sous 2 mois</u>, un Plan d'Intervention Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;- pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;- les principaux numéros d'appels ;- des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :<ul style="list-style-type: none">- les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) ;- l'état des différents stockages (nature, volume...) ;- les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;- les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;- les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques). <p>Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent figurer dans un classeur annexé au plan d'intervention interne.</p> <p>Ce plan est transmis au Service Interministériel de Défense et de la Protection Civiles, à M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement, à M. le Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours, ainsi qu'au responsable du centre de secours de BOULOGNE SUR MER. Ce plan d'intervention est par ailleurs tenu à la disposition de l'Inspection de l'Environnement et des Services de Secours.</p> <p>Ce Plan d'Intervention Interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.</p> <p>Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.</p> <p>Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.</p>	6 mois

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 dudit Code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4 : AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de HESDIN L'ABBE et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de HESDIN L'ABBE. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de BOULOGNE SUR MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la S.A.S ECOVER dont une copie sera transmise au Maire de HESDIN L'ABBE.

ARRAS, le **28 JUIN 2014**



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Anne LAUBIES

Copies destinées à :

- S.A.S ECOVER - Z.A.C de Landacres – Lot n° 9 - 62360 HESDIN L'ABBE
- Sous Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de HESDIN L'ABBE
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques) à LILLE
- Dossier
- Chrono

